



AGISSONS POUR UN MONDE JUSTE, SOLIDAIRE, EGALITAIRE ET DURABLE

Depuis plus d'une année, la pandémie liée à la Covid19 bouleverse la vie, le travail, les libertés individuelles et collectives des populations sur tous les continents.

En France, le 1er mai, journée internationale des travailleurs et travailleuses va une nouvelle fois se dérouler dans un contexte de crise sanitaire.

La persistance de la circulation des virus est rendue plus alarmante par l'insuffisance des moyens de notre système de santé publique, moyens matériels et humains particulièrement dans les services de réanimation mais aussi dans les établissements hospitaliers, médicaux sociaux ou encore dans les déserts médicaux.

Pour nos organisations, il est temps de mettre en œuvre un plan d'urgence pour rebâtir un système public de santé à hauteur des besoins.

Cette crise sanitaire se double d'une crise économique et sociale très grave !
La précarité et la pauvreté gagnent du terrain en particulier chez les jeunes et les salariés fragilisés par des contrats précaires.

De trop nombreux plans sociaux, de restructurations injustifiées, de délocalisations d'activités avec leur cortège de suppressions d'emploi sont en cours. Beaucoup d'entreprises ont pourtant bénéficié d'aides publiques importantes sans aucune contrepartie.

Le gouvernement et la finance détruisent :

- les emplois et les salaires, les retraites, les revenus de remplacement et les minimas sociaux,
- les services publics : la santé, l'éducation, l'énergie, les finances publiques, la poste....

- les libertés fondamentales individuelles et collectives : la loi « pour une sécurité globale préservant les libertés » avec les nombreuses atteintes à la liberté de la presse, à la liberté d'informer et d'être informé, à la liberté d'expression, l'instauration d'une surveillance de masse....

la réforme de l'assurance chômage, rejetée par toutes les organisations syndicales et qui n'a d'autre but que de faire de nouvelles économies, est poursuivie. Elle pourrait pénaliser plus 1,7 millions de demandeurs d'emploi, parmi eux les plus précaires et particulièrement les plus jeunes.

Le contexte de crise sanitaire conduit aussi à limiter les libertés et le rôle pourtant essentiel du syndicalisme. Nos organisations combattent toutes les entraves à l'activité syndicale et toutes les atteintes aux libertés individuelles et collectives notamment le droit constitutionnel de manifestation.

D'AUTRES CHOIX SONT POSSIBLES ET DE L'ARGENT IL Y EN A

Le 1er mai est une journée qui unit internationalement les travailleurs et travailleuses avec leurs organisations syndicales.

Le progrès des droits sociaux et des garanties collectives est conditionné à ce que tous les peuples puissent vivre en paix et disposent des libertés individuelles et collectives indispensables à leur développement.

Nos organisations réaffirment leur soutien aux combats qu'ils mènent avec leurs syndicats pour la justice sociale. Elles dénoncent la répression sanglante qui s'abat sur la population en Birmanie (Myanmar), ainsi qu'à l'encontre du syndicat HKCTU à Hong Kong dont le secrétaire général Lee Cheuk Yan est menacé de prison. Elles agissent pour le respect immédiat des droits démocratiques et syndicaux.

En ce premier mai, journée internationale de lutte des travailleuses et travailleurs, plus que jamais la solidarité internationale doit être mise au cœur de nos actions. Une solidarité qui aille au-delà des mots, active et de réelle coopération dans l'intérêt des travailleuses et travailleurs du monde entier.

Faisons de la fête des travailleurs un grand élan de résistance et d'espoir !

**MANIFESTATION
DREUX - 15h – Hôpital V. Jousselin**